

COMMISSION DE L'INTÉRIEUR,
DES AFFAIRES GÉNÉRALES ET
DE LA FONCTION PUBLIQUE

COMMISSIE VOOR DE
BINNENLANDSE ZAKEN, DE
ALGEMENE ZAKEN EN HET
OPENBAAR AMBT

du

van

MERCREDI 12 JANVIER 2011

WOENSDAG 12 JANUARI 2011

Après-midi

Namiddag

La discussion des questions est ouverte à 14 h 28 par M. Ben Weyts, président.

01 Question de M. Bart Somers à la ministre de l'Intérieur sur "le Fonds des calamités" (n° 1484)

01.01 **Bart Somers** (Open Vld): La législation du 12 juillet 1976 sur le Fonds des calamités entraîne parfois des situations injustes. Lorsqu'un assuré est plusieurs fois victime d'une inondation, la compagnie d'assurances résilie simplement le contrat. Étant donné que l'assuré ne peut dès lors généralement pas conclure de police incendie couvrant les risques simples auprès d'une autre compagnie, il doit s'adresser au Fonds des calamités. Mais dans pareille situation, le Fonds des calamités n'intervient que pour les personnes qui bénéficient du revenu d'intégration ou d'un statut assimilé. Les autres n'ont plus la possibilité de conclure une nouvelle police incendie et sont laissés pour compte. Quels seront les changements en la matière?

01.02 **Annemie Turtelboom**, ministre (*en néerlandais*): Les assureurs ne peuvent refuser d'assurer un bien dans le cadre d'une police "incendie risques simples" que si ce bien est situé dans une zone inondable. Toute personne qui construit son habitation dans une zone à risque, le fait en parfaite connaissance des risques et sait également que son habitation n'est pas assurée contre les inondations. Il arrive également que les assureurs soient uniquement prêts à assurer le bien contre le versement d'une prime très élevée. Le système en vertu duquel on peut, dans pareil cas, recourir au Bureau de tarification est méconnu. Le Fonds des calamités n'intervient pas pour les biens qui peuvent être assurés normalement dans le cadre d'une police "incendie risques simples".

L'incident est clos.

02 Question de M. Jan Van Esbroeck à la ministre de l'Intérieur sur "les appels d'urgence provenant de la zone de police de l'arrondissement d'Ypres" (n° 1965)

02.01 **Jan Van Esbroeck** (N-VA): Le 7 janvier 2011, deux attaques à main armée ont été commises à Wervik, probablement par le même auteur. Un exploitant de café a été témoin de la première attaque et a appelé les services de secours. Bien que Wervik se situe dans la zone de l'arrondissement d'Ypres, son appel a abouti à Tournai, où il a fallu dix minutes avant que quelqu'un puisse lui répondre en néerlandais.

Arrive-t-il souvent que des appels soient ainsi transmis à une mauvaise centrale de secours? Quelles sont les exigences linguistiques imposées aux téléphonistes de ces centrales?

02.02 **Annemie Turtelboom**, ministre (*en néerlandais*): Le problème est connu. Pour les appels passés à partir de lignes fixes, cela ne devrait pas se produire. Les éventuels routages incorrects sont signalés aux opérateurs télécoms qui procèdent aux rectifications nécessaires. Il est inévitable, en cas d'appel par GSM, que des routages erronés se produisent parce que l'appel passe par l'antenne émettrice la plus proche. Nos services de secours ont, d'ailleurs, insisté auprès des opérateurs GSM pour qu'ils optimisent leur réseau.

sur la frontière linguistique.

En ce qui concerne la collaboration avec les opérateurs télécoms, je renvoie au ministre chargé des Télécommunications.

Bien que dans le cadre de la législation linguistique il n'est pas possible d'exiger des téléphonistes la connaissance de la deuxième langue nationale – à l'exception du central d'urgence de Bruxelles – nous essayons de promouvoir celle-ci auprès des opérateurs par le biais de primes et de formations. Pour le numéro d'urgence 101, une collaboration est organisée au niveau des différents centraux. Dans le cadre du projet Fonctionnement 112, on examine la manière d'améliorer encore l'accompagnement linguistique.

02.03 Jan Van Esbroeck (N-VA): Pendant les dix minutes perdues, la deuxième attaque aurait pu être évitée.

L'incident est clos.

Le **président**: Les questions n^{os} 1354 et 1552 de M. Degroote sont transformées en questions écrites.

03 Question de Mme Leen Dierick à la ministre de l'Intérieur sur "les centraux 112" (n° 1693)

03.01 Leen Dierick (CD&V): La loi-programme de décembre 2009 prévoit des mesures de détachement du personnel communal au niveau fédéral.

Ces mesures sont-elles toujours d'application? Les intéressés sont-ils engagés au niveau fédéral? Combien de personnes ont été renvoyées au niveau communal? Quand un statut uniforme sera-t-il mis en place?

03.02 Annemie Turtelboom, ministre (en néerlandais): Il s'agit de l'emploi du personnel communal dans les centraux 100, détaché pour un an au niveau fédéral. Passé ce délai, les intéressés peuvent retourner au niveau fédéral mais les arrêtés royaux d'exécution doivent encore être soumis à la concertation syndicale. Pour le moment, le personnel communal à pied d'œuvre dans les centraux 100 relève toujours de la commune.

03.03 Leen Dierick (CD&V): Le développement des centraux 112, entrepris il y a quelques années déjà, semble se faire difficilement. Nous insistons pour que soit rapidement élaboré un statut uniforme pour tous les membres du personnel des centraux 112.

L'incident est clos.

04 Questions jointes de

- M. Éric Jadot à la ministre de l'Intérieur sur "l'augmentation des plaintes déposées au Comité P et les points d'attention étant apportés à leur typologie en vue d'améliorer la formation des agents de police" (n° 1705)

- M. Koenraad Degroote à la ministre de l'Intérieur sur "l'actualisation de la circulaire POL48" (n° 1709)

- M. Olivier Maingain à la ministre de l'Intérieur sur "les recommandations du Comité permanent P relatives à l'accueil du citoyen par les services de police" (n° 1979)

- M. Olivier Maingain à la ministre de l'Intérieur sur "les recommandations du Comité permanent P relatives à l'utilisation abusive des données policières par certains policiers" (n° 1980)

- M. Olivier Maingain à la ministre de l'Intérieur sur "les recommandations du Comité permanent P relatives au déroulement des missions de recherche" (n° 1981)

- M. Olivier Maingain à la ministre de l'Intérieur sur "les recommandations du Comité permanent P relatives aux atteintes à l'intégrité physique" (n° 1982)

- M. Olivier Maingain à la ministre de l'Intérieur sur "les recommandations du Comité permanent P en matière de saisies" (n° 1983)

04.01 Éric Jadot (Ecolo-Groen!): Le nombre de plaintes déposées en 2009 auprès du Comité P a augmenté de 2,7 % par rapport à l'année précédente. Au total près de 2 400 plaintes ont été introduites.

Quelle est votre analyse de cet accroissement? Concernant l'aspect plus spécifique des dénonciations de

discriminations ressenties et vécues par les plaignants, comment expliquez-vous l'écart paradoxal entre la très forte hausse de ces faits et la tendance à une baisse relative des discriminations par les fonctionnaires ou dépositaires de l'autorité publique, tous secteurs confondus, constatée dans le dernier rapport annuel du Centre pour l'Égalité des Chances? Doit-on craindre une police ne correspondant pas à l'image de notre société et, a fortiori, des autres agents de services publics? Quelles mesures votre département compte-t-il prendre afin de les prévenir et d'améliorer la qualité des missions de service public des agents de police?

04.02 Annemie Turtelboom, ministre (*en français*): Je me réjouis de l'initiative visant à instaurer un débat et un monitoring parlementaire des 22 recommandations. Je me tiens à l'entière disposition du Parlement. S'agissant de la formation de base et continue, une attention particulière est accordée à la thématique culturelle au sens large. Je crois, dès lors, que notre police sera bien à l'image de notre société. La coopération avec le Centre pour l'Égalité des Chances est évaluée annuellement au mois de janvier en vue de la reconduire tout en tâchant de l'améliorer.

04.03 Éric Jadot (Ecolo-Groen!): Je suivrai ce dossier.

L'incident est clos.

Le **président**: Les questions n^{os} 1811, 1812 et 1813 de Mme Delacroix-Rolin sont transformées en une question écrite. La question n° 1902 de M. Tuybens est reportée.

05 Question de M. Jan Van Esbroeck à la ministre de l'Intérieur sur "la création d'un guichet électronique pour le secteur du gardiennage privé" (n° 1933)

05.01 Jan Van Esbroeck (N-VA): La procédure que doivent suivre les entreprises de gardiennage pour obtenir certains documents et permis, ainsi que pour transmettre des informations aux autorités, est longue et lourde. Un guichet électronique permettrait de résoudre ces problèmes. En 2009, le ministre de l'époque, M. De Padt, avait déclaré qu'un tel guichet électronique était en cours d'expérimentation dans le cadre d'un projet d'informatisation et de simplification administrative.

En quoi ce projet consiste-t-il précisément? Qu'est-ce qui a été réalisé depuis lors dans ce domaine? Quelle suite sera-t-elle réservée à ce projet? Le Fonds des entreprises de gardiennage a-t-il été sollicité dans ce cadre?

05.02 Annemie Turtelboom, ministre (*en néerlandais*): L'administration a effectivement élaboré un plan visant à informatiser un certain nombre de procédures pour lesquelles le secteur du gardiennage et de la sécurité doit fréquemment s'adresser à l'administration. Il s'agit entre autres de la remise de diplômes et de certificats d'études, de demandes relatives aux enquêtes de sécurité et des demandes de cartes d'identification pour les agents de gardiennage.

L'entreprise qui doit effectuer cette informatisation a toutefois constaté que le système informatique de mon administration devait être préalablement modernisé, ce qui devrait être chose faite pour l'été 2011. Les entreprises de gardiennage pourront toutefois informer les services de police de leurs activités de surveillance par la voie électronique dès mars 2011.

Au cours de l'été 2011, un planning sera établi en vue de l'intégration des applications relatives au guichet électronique dans le système informatique modernisé, et ce en fonction des possibilités budgétaires offertes par le Fonds des entreprises de gardiennage.

L'incident est clos.

06 Questions jointes de

- **M. Joseph George à la ministre de l'Intérieur sur "la redevance incendie en province de Namur" (n° 1539)**

- **M. Joseph George à la ministre de l'Intérieur sur "la mise en place des pré-zones" (n° 1542)**

06.01 Joseph George (cdH): Les pré-zones sont actuellement mises en place. La situation a-t-elle évolué en province de Namur? Actuellement, ce sont les services concernés qui se trouvent pénalisés. Cette

situation ne risque-t-elle pas de mettre aussi en péril l'ensemble du dispositif concernant les nouvelles zones de police?

Ma seconde question a trait aux informations qui concernent la mise en place des pré-zones et des moyens budgétaires. Dans ce cadre, elles doivent notamment procéder à l'un ou l'autre engagement. Il est difficile de trouver les personnes voulues.

Les engagements budgétaires pris par les communes sont limités par les promesses de subside du fédéral. Le but de ma question est de déterminer la façon dont nous pourrions agir le mieux possible dans les prochains mois.

06.02 Annemie Turtelboom, ministre (*en français*): Le projet des pré-zones opérationnelles est une étape importante dans la mise en place des futures zones de secours. J'ai demandé les moyens nécessaires pour pouvoir prolonger ce projet en 2011. L'arrêté royal pour les pré-zones opérationnelles 2011 a été approuvé par le Conseil des ministres.

En province de Namur, le dossier est pendant devant le Conseil d'État à la suite du recours introduit par certaines communes à l'encontre du refus d'octroyer des subsides au projet de convention introduit par dix communes namuroises sous le nom "NAGE".

Il est regrettable que les services d'incendie de la province de Namur ne puissent pas bénéficier de crédits dans le cadre du projet PZO (Pré-zones opérationnelles), mais ce projet est fondé sur la volonté de toutes les communes d'une zone de travailler ensemble.

Concernant l'aide adéquate la plus rapide, ce principe n'est, en soi, pas mis en péril par le défaut de PZO en province de Namur.

Les PZO permettent d'intensifier la collaboration entre les services d'incendie et de renforcer celle entre les zones.

06.03 Joseph George (cdH): Je prends note avec satisfaction de la décision du Conseil des ministres. Même si certains ne sont pas dans les futurs cadres de pré-zones, ils doivent apporter l'aide adéquate en fonction de la loi.

L'incident est clos.

07 Question de M. Olivier Maingain à la ministre de l'Intérieur sur "la banque de données ViCLAS" (n° 1400)

07.01 Olivier Maingain (MR): J'avais interrogé le ministre de la Justice sur la gestion de la banque de données ViCLAS. Née au Canada, celle-ci reprend sur un modèle standardisé des renseignements européens et nord-américains sur les enquêtes en matière d'abus sexuels, avant toute décision de justice.

Ce ministre m'a indiqué que la mise à jour des données prenait du retard en raison d'un nombre insuffisant de membres de la police fédérale chargés de cette tâche.

Certes, les besoins de la police fédérale sont multiples, mais la lutte contre ce type de délinquance a, dans d'autres pays, progressé grâce à une bonne tenue de cette banque de données.

Avez-vous la ferme volonté d'affecter des moyens en personnel et en équipement suffisants à la gestion de cette banque de données?

07.02 Annemie Turtelboom, ministre (*en français*): L'effectif du service Agression est actuellement réduit à sept personnes en raison de départs en mobilité ou autres. Lors du contrôle budgétaire de 2010, j'ai obtenu 300 ETP supplémentaires pour stabiliser le déficit global en personnel de la police fédérale à 5,3 %. L'on

s'efforce d'augmenter la capacité de ce service pour atteindre de nouveau un effectif de dix personnes.

La circulaire sur le sujet relève de la compétence du Collège des procureurs généraux et de mon collègue de la Justice. Je leur apporterai ma collaboration.

Chaque information saisie est enregistrée dans la Banque nationale de données, mais le système n'est pas relié directement à d'autres banques de données nationales ou internationales. Cependant, il est possible de produire des comparaisons à l'échelle internationale, car nos voisins sont équipés du même système et disposent du même type de données que nous.

07.03 Olivier Maingain (MR): Où en est l'arriéré de l'encodage? Et quel est le délai prévu pour compléter l'effectif?

07.04 Annemie Turtelboom, ministre (en français): Je ne dispose pas d'information sur l'ampleur de l'arriéré. Je vais me renseigner et vous envoyer la réponse dès que possible.

L'incident est clos.

08 Questions jointes de

- **M. Joseph George à la ministre de l'Intérieur sur "la redevance incendie pour les diverses villes et communes du Royaume et son influence sur les budgets 2011" (n° 1540)**
- **M. Joseph George à la ministre de l'Intérieur sur "la redevance incendie pour les communes-centre de groupe" (n° 1541)**
- **M. Joseph George à la ministre de l'Intérieur sur "la méthode de calcul, dans les diverses provinces et à l'intérieur des provinces, des redevances incendie" (n° 1543)**

08.01 Joseph George (cdH): L'arrêt rendu en juin dernier par le Conseil d'État pose problème. En effet, l'arrêté royal d'octobre 2006 déterminant les normes applicables pour la fixation des frais admissibles et la quote-part supportée par les communes-centre de groupe et par les communes desservies a été annulé.

En Wallonie, les communes-centre de groupe établissent leurs prévisions de budget en se basant sur les redevances trimestrielles et les derniers comptes approuvés, ce qui entraîne une perte importante et de graves déséquilibres puisque ceux-ci remontent à plusieurs années.

Ne convient-il pas que des instructions claires soient données pour éviter semblable situation? Actuellement, on ne dispose d'aucune base réglementaire pour déterminer les critères différenciant la commune-centre de groupe et la commune desservie. Les gouverneurs de province invitent les communes à s'arranger entre elles, ce qui est impossible. L'arrêt du Conseil d'État dit qu'il appartenait au ministre de l'Intérieur de fixer les critères et la répartition, le gouverneur n'étant que le bras pour établir les calculs. Or, les calculs des gouverneurs diffèrent de province à province et la pondération des critères y est différente.

Est-ce vrai ou pas? Y a-t-il des écarts entre ces pondérations?

08.02 Annemie Turtelboom, ministre (en français): La répartition des frais entre les communes protégées par les services d'incendie de la même catégorie se fait sur la base d'une formule identique pour l'ensemble du Royaume. Cette formule est fixée dans la loi du 31 décembre 1963 sur la protection civile.

Quant aux communes dotées d'un service d'incendie, l'arrêté royal du 22 octobre 2006 déterminait la base et le mode de calcul et disposait que la formule soit identique pour tous les services d'incendie de même catégorie de la province. Les décisions des gouverneurs étaient soumises à mon approbation. J'ai été particulièrement attentive à ce que la répartition des frais s'appuie sur des critères objectifs et la décision du gouverneur motivée.

L'arrêt du Conseil d'État du 4 juin 2010 n'a d'influence que sur la régularisation définitive, établie par les gouverneurs des provinces pour les frais exposés par les communes-centre de groupe à partir du 1^{er} janvier 2006. Il existe une base légale pour l'établissement des redevances trimestrielles provisoires des communes protégées, calculées en prenant comme base la dernière redevance définitive payée.

Les finances des communes-centre de groupe ne sont pas en péril. Rien ne s'oppose à ce que le gouverneur procède à la répartition définitive des frais exposés avant le 1^{er} janvier 2006.

Concernant une nouvelle base réglementaire, une piste de solutions sera prochainement soumise à l'avis de la Conférence des gouverneurs. La tutelle sur l'élaboration des budgets communaux relève de la compétence des Régions.

08.03 Joseph George (cdH): L'écart entre les cotisations trimestrielles provisoires qui remontent à quatre ans et les effectives sur la base d'une nouvelle répartition augmente d'année en année. C'est cela qui va mettre en péril les communes desservies, cette fois, et c'est pour cela que cette réglementation doit être adoptée.

L'incident est clos.

09 Questions jointes de

- **M. Josy Arens à la ministre de l'Intérieur sur "la citation en justice des zones de police par certains agents" (n° 1922)**

- **M. Laurent Devin à la ministre de l'Intérieur sur "l'assignation des zones de police du pays par des membres du corps des polices zonales à propos de l'octroi de la prime Copernic" (n° 1976)**

09.01 Josy Arens (cdH): Le 30 décembre, nos zones de police ont été citées en justice par des membres du corps de nos polices zonales, qui demandent l'octroi de la prime Copernic pour les années 2002 à 2010 pour autant qu'elle ne leur ait pas été accordée.

Ils demandent l'établissement pour chaque requérant d'une fiche de paie contenant le calcul de la prime Copernic pour les années susmentionnées, endéans un délai d'un mois à dater de la signature du futur jugement, faute de quoi la citée sera contrainte de payer une astreinte de 50 euros par jour de retard. Nos zones, contraintes de faire appel à des bureaux d'avocats, doivent dès lors faire face à des frais importants.

Comment le fédéral va-t-il agir? Que conseillez-vous aux gestionnaires des zones de police? Plusieurs zones se sont réunies dans la province du Luxembourg pour essayer de trouver une solution. Nous avons désigné un bureau d'avocats. Si nous sommes condamnés, la capacité budgétaire de celles-ci ne nous permettra pas de faire face aux coûts financiers de cette opération.

09.02 Laurent Devin (PS): Fin 2010, des membres du corps des polices locales ont assigné en justice les zones de police de notre pays.

Les requérants réclament le versement de la prime Copernic pour les années 2002 à 2010, pour autant qu'elle ne leur ait pas déjà été accordée, et l'établissement d'une fiche de paie pour les années précitées. Ils réclament que la prime Copernic soit payée dans les deux mois qui suivent le jugement si, d'aventure, le tribunal leur donnait gain de cause. Les requérants demandent le versement d'intérêts moratoires sur ces montants.

Je voudrais connaître votre sentiment personnel par rapport à cette initiative.

L'Union des Villes et Communes wallonnes s'arme actuellement face à ces plaintes. Nous aurons probablement à réagir de manière groupée.

Vous n'ignorez pas les difficultés financières inhérentes aux zones de notre pays. Une condamnation serait problématique, d'autant plus que l'État fédéral est à la source de tout cela.

Quelles initiatives comptez-vous prendre?

09.03 Annemie Turtelboom, ministre (*en français*): Je pense que la "source" doit dater de 2001 ou 2002, pendant la réforme Copernic.

Je viens de donner instruction pour interjeter appel contre le jugement du 28 septembre 2010 du tribunal de Bruxelles. Ces derniers jours, de nouvelles citations ont été introduites massivement (par 20 000 policiers). À supposer que cette affaire se conclue par un arrêt qui débouterait l'autorité, il importe, en tant que bon père (ou plutôt "bonne mère") de famille, de limiter les délais qui serviront de base pour le calcul des intérêts moratoires.

Les négociations quant au fond et quant à une répartition financière relèvent du prochain gouvernement.

Hier, une réunion de coordination avec la Commission permanente de la police locale et avec les associations des villes et communes a eu lieu. Des accords pratiques ont été conclus pour gérer au mieux ce contentieux.

09.04 Josy Arens (cdH): Vous interjetez appel de l'arrêt du 28 septembre 2010. Cela concerne bien toutes les zones de police?

09.05 Annemie Turtelboom, ministre (*en français*): Bien sûr! C'est la raison pour laquelle nous nous sommes réunis hier.

09.06 Josy Arens (cdH): Lors des discussions que nous avons eues avec les trois zones du Sud-Luxembourg, nous estimions que puisque ces décisions dépendent du fédéral, il serait logique qu'elles soient financées par le fédéral. Au début de cette réforme des zones de police, on nous a toujours dit qu'il n'y aurait pas d'incidence financière pour nos communes. Aujourd'hui, nous sommes dans une telle situation que c'est quasiment la faillite des zones qui se profile!

Toutes les zones sont assignées en justice et je crois qu'il faut adopter une approche globale. Je compte sur vous.

09.07 Laurent Devin (PS): L'argent dont disposent les zones pourrait être mieux utilisé qu'à diligenter des actions en justice.

L'incident est clos.

10 Question de M. Peter Logghe à la ministre de l'Intérieur sur "les vols à l'étalage en Belgique" (n° 1950)

10.01 Peter Logghe (VB): il importe que la police se voie doter d'une marge de manœuvre financière mais aussi politique qui lui permette d'investir dans des unités spécialisées dans le cadre de la lutte contre les vols à l'étalage. Une opération spéciale menée à Gand par une équipe spécialisée pendant la période des fêtes de fin d'année a permis d'intercepter 250 voleurs. Parmi ces voleurs, beaucoup étaient en séjour illégal en Belgique. Malgré cela, l'Office des Étrangers n'est pas enclin à les expulser ni à entreprendre une autre démarche.

Est-il exact que les vols à l'étalage soient souvent commis par des illégaux? Quelle proportion de tous les auteurs de délits graves et de délits perpétrés avec violence les illégaux représentent-ils?

Pourquoi l'Office des Étrangers refuse-t-il de prêter son concours à la police? Si l'on en croit certains policiers, l'Office refuse même de mener une action si la police peut démontrer que les intéressés ne sont en Belgique que pour commettre des délits.

10.02 Annemie Turtelboom, ministre (*en néerlandais*): M. Logghe se réfère sans doute à la brigade des "trekkers" de la zone de police Bruxelles-Capitale-Ixelles. L'année passée, cette brigade a pris en flagrant délit au total 295 pickpockets. Parmi eux se trouvaient 30 illégaux qui ont été rapatriés immédiatement après l'intervention de l'Office des Étrangers. Au niveau central, aucune donnée relative à la proportion d'illégaux dans les auteurs de délits n'est disponible car seule la nationalité est saisie dans les bases de données. Mon collègue de la Justice est probablement à même de fournir davantage d'informations au sujet des études scientifiques consacrées à ce phénomène.

10.03 Peter Logghe (VB): Non, je ne faisais pas allusion à cette patrouille bruxelloise mais bien à la police de Gand qui affecte cinq spécialistes à cette forme de criminalité. Ce n'est pas la première fois qu'il apparaît qu'en Belgique, on ne collecte que fort peu de chiffres en la matière, surtout si ces chiffres sont pertinents.

L'incident est clos.

Le **président**: MM. Van Hecke et Landuyt n'étant pas présents, ils ne peuvent poser leurs questions n^{os} 1467, 1468 et 1487. Ces questions sont supprimées. La question n° 1705 de M. Jadot concernant le Comité P ayant été posée, les questions jointes n^{os} 1979, 1980, 1981, 1982 et 1983 de M. Maingain sont devenues sans objet. La question n° 1709 de M. Degroote est transformée en question écrite.

11 Question de M. Laurent Devin au vice-premier ministre et ministre des Finances et des Réformes institutionnelles sur "le fonds de la sécurité routière" (n° 1753)

11.01 Laurent Devin (PS): Le fonds de la sécurité routière a été complètement revu en 2008. La sécurité routière est devenue une septième fonctionnalité du service minimum de police à la population.

Le fonds de la sécurité routière reçoit désormais un financement récurrent permettant aux zones de police d'assurer leur mission de lutte contre l'insécurité routière.

Des moyens supplémentaires sont également désormais répartis entre les Régions sur base de la localisation de la constatation des infractions à la loi relative en matière de circulation routière.

Après cette répartition régionale, le montant est réparti entre les zones de police sur base d'une série de critères.

En clair, il est prévu, d'une part, un financement structurel d'un montant égal à 2007 indexé et, d'autre part, un financement complémentaire variable en fonction des résultats répartis par Région et ensuite par zone.

Dans le budget des communes, le montant du financement complémentaire est, par définition, inconnu.

Une circulaire précise qu'en attendant confirmation du montant, les communes doivent mentionner le montant de l'année dernière.

Ne pensez-vous pas que le système actuel engendre des incertitudes qui peuvent être incommodes lors de l'élaboration du budget des communes? Ne serait-il pas plus intéressant de communiquer aux communes un montant minimum garanti qui permettrait d'avoir des certitudes quant à la part variable de financement?

11.02 Annemie Turtelboom, ministre (*en français*): Les zones de police reçoivent chaque année un montant garanti qui correspond à celui octroyé pour l'année 2007. Les incertitudes résultent du fait que l'article 84 de la loi-programme de 2008 stipule que les recettes supplémentaires par rapport à l'année budgétaire 2007 sont réparties entre les Régions sur la base de la localisation de la constatation des infractions et selon les modalités à déterminer par la loi.

Les modalités pratiques doivent encore être déterminées par arrêté royal.

Enfin, l'article 84 précise qu'une fois cette première répartition entre les trois Régions déterminée, une répartition entre les zones de police et la police fédérale est accomplie.

En outre, la part variable de financement dépendra des recettes engendrées chaque année par le fonds de la sécurité routière.

L'incident est clos.

Président: Theo Francken.

12 Question de Mme Leen Dierick à la ministre de l'Intérieur sur "l'utilisation par les agents communaux de lunettes caméra pour la recherche d'infractions à la législation environnementale" (n° 1963)

12.01 Leen Dierick (CD&V): Dans le cadre de la lutte contre les dépôts sauvages, dans la commune de Merchtem, un agent environnemental aura pour mission de prendre les contrevenants en flagrant délit à l'aide de lunettes caméra.

N'est-ce pas contraire à la loi sur les caméras de surveillance du 21 mars 2007? Ne convient-il pas de faire une déclaration auprès de la Commission de la Protection de la vie privée? D'autres communes vont-elles aussi recourir à ce système?

12.02 Annemie Turtelboom, ministre (*en néerlandais*): Conformément au décret flamand du 5 avril 1995 relatif à la politique environnementale, les surveillants peuvent procéder à des constats à l'aide d'équipements audiovisuels sans enfreindre la réglementation sur la protection de la vie privée. Il n'est pas établi clairement si la loi sur les caméras de surveillance est d'application ou non. C'est possible, parce que cette loi fait partie de la réglementation sur la protection de la vie privée.

En vertu de la loi sur les caméras de surveillance, les lunettes caméra ne peuvent pas être utilisées dans le cadre de la lutte contre les dépôts sauvages. En effet, seuls les services de police peuvent utiliser des caméras de surveillance mobiles dans le cadre de grandes manifestations de masse et uniquement pour des missions non permanentes.

Si le décret relatif à la politique environnementale est considéré comme une législation spécifique qui exclut l'application de la loi sur les caméras de surveillance, l'utilisation de lunettes caméra pour constater des dépôts clandestins est possible. Cependant, la loi sur la protection de la vie privée, en vertu de laquelle toute personne qui est filmée doit en être informée, reste d'application.

J'ignore si les autorités communales ont fait une déclaration auprès de la Commission de la Protection de la vie privée. J'ai demandé à mon administration d'examiner plus avant, en concertation avec les Régions, la question de l'utilisation de lunettes caméra.

12.03 Leen Dierick (CD&V): Les dépôts clandestins d'immondices constituent un véritable problème et je conçois que les autorités locales veuillent s'y attaquer. Toutefois, il convient de respecter la législation. Nous devrions également vérifier si la loi sur les caméras de surveillance doit être adaptée en fonction de certaines évolutions.

L'incident est clos.

13 Question de Mme Leen Dierick à la ministre de l'Intérieur sur "l'organisation d'un concours d'admission complémentaire pour le brevet de direction" (n° 1964)

13.01 Leen Dierick (CD&V): Il semble que la police intégrée envisage une épreuve d'admission supplémentaire pour l'obtention d'un brevet de direction qui ouvre l'accès à la fonction de commissaire divisionnaire. Le nombre de commissaires divisionnaires semble toutefois très élevé et les nouvelles nominations seront dès lors probablement très rares.

Combien d'emplois de ce type ont été déclarés vacants l'année dernière et n'ont pas été pourvus? Combien de lauréats de l'épreuve précédente n'ont pas encore été nommés? Combien de commissaires divisionnaires

partiront à la retraite dans les cinq prochaines années? Quelle est la durée de validité du brevet de direction?

13.02 Annemie Turtelboom, ministre (*en néerlandais*): En 2010, 30 postes de commissaires divisionnaires et 18 mandats ont été déclarés vacants; 11 emplois n'ont pas été pourvus. Un candidat a été désigné pour tous les mandats ou la procédure de sélection est toujours en cours. Pour le brevet de direction, 9 lauréats, 3 francophones et 6 néerlandophones, n'ont pas encore été nommés, mais la procédure de nomination est actuellement en cours pour 2 francophones et 4 néerlandophones parmi ces derniers. Sur un total de 47 lauréats, 3 doivent encore valoriser leur brevet. Au cours des 5 prochaines années, 276 commissaires divisionnaires atteindront l'âge de la retraite.

L'incident est clos.

Présidente: Leen Dierick.

14 Question de M. Theo Francken à la ministre de l'Intérieur sur "les cartes électroniques pour étrangers" (n° 1968)

14.01 Theo Francken (N-VA): Comment la ministre conçoit-elle le rôle des cartes B, C, D, E, E+, F et F+?

14.02 Annemie Turtelboom, ministre (*en néerlandais*): L'Office des Étrangers s'occupe des cartes d'identité électroniques et ce service relève de la compétence du secrétaire d'État à la Migration Melchior Wathelet. Depuis juillet 2009, je n'ai plus pris aucune initiative en matière de migration et de politique d'asile.

L'incident est clos.

La **présidente**: La question n° 1790 de Mme Boulet est supprimée. Les questions n° 1902 de M. Tuybens, n° 1914 de Mme Colen, n° 1945 de Mme Jadin, n° 1957 de M. Kindermans et n° 1969 de M. Gilkinet sont reportées.

La réunion publique est levée à 15 h 46.

De behandeling van de vragen vangt aan om 14.28 uur. De vergadering wordt voorgezeten door de heer Ben Weyts.

01 Vraag van de heer Bart Somers aan de minister van Binnenlandse Zaken over "het Rampenfonds" (nr. 1484)

01.01 Bart Somers (Open Vld): De wetgeving van 12 juli 1976 op het Rampenfonds heeft soms onbillijke gevolgen. Wanneer een verzekeringnemer meermaals wordt getroffen door een overstroming zegt de verzekeringsmaatschappij het contract in regel op. Daar de verzekeringnemer in dat geval meestal niet elders een brandpolis 'eenvoudige risico's' kan afsluiten, moet hij zich wenden tot het Rampenfonds. Maar in dat geval komt het Rampenfonds enkel tussenbeide bij iemand die leefloner is of een gelijkgesteld statuut heeft. De anderen zijn niet meer in de mogelijkheid om een nieuwe brandpolis af te sluiten en staan in de kou. Wat kan er ter zake veranderen?

01.02 Minister Annemie Turtelboom (*Nederlands*): Verzekeraars kunnen enkel weigeren om een goed te verzekeren binnen het kader van een polis 'brand eenvoudige risico's' als dit goed gelegen is in een risicozone voor overstroming. Iemand die zijn woning in een risicozone bouwt, doet dit met volle kennis van de risico's en ook van het feit dat zijn woning niet verzekerd is tegen overstromingen. Het gebeurt ook dat verzekeraars het goed enkel willen verzekeren tegen betaling van een zeer hoge premie. De regeling dat men in dat geval kan terugvallen op het Tarifieringsbureau is te weinig gekend. Het Rampenfonds komt voor de goederen die normaal verzekeraar zijn binnen het kader van een polis 'brand eenvoudige risico's', niet tussenbeide.

Het incident is gesloten.

02 Vraag van de heer Jan Van Esbroeck aan de minister van Binnenlandse Zaken over "noodoproepen vanuit de politiezone Arro Ieper" (nr. 1965)

02.01 Jan Van Esbroeck (N-VA): Op 7 januari 2011 vonden twee gewapende overvallen plaats in Wervik, vermoedelijk door dezelfde dader. Een café-uitbater merkte de eerste overval op en belde de hulpdiensten. Hoewel Wervik tot de zone Arro Ieper behoort, kwam zijn oproep terecht in Doornik. Daar duurde het tien minuten vooraleer iemand hem in het Nederlands te woord kon staan.

Hoe vaak gebeurt het dat oproepen naar een foute hulpcentrale worden doorgeschakeld? Welke taaleisen worden er gesteld aan telefoonbeantwoorders in de hulpcentrales?

02.02 Minister Annemie Turtelboom (Nederlands): Het is een bekend probleem. Voor oproepen vanaf een vaste lijn zou dit niet mogen gebeuren. Eventuele foute routeringen worden gemeld aan de telecomoperatoren, die de fout dan rechtzetten. Dat er bij gsm-oproepen af en toe foute routeringen zijn, is onvermijdelijk omdat de oproep via de dichtstbijzijnde zendmast verloopt. Onze hulpdiensten hebben daarom met nadruk aan de gsm-operatoren gevraagd om hun netwerk aan de taalgrens te optimaliseren.

Voor wat betreft de samenwerking met de telecomoperatoren, verwijs ik naar de minister bevoegd voor Telecommunicatie.

Hoewel volgens de taalwetgeving de kennis van de tweede landstaal niet kan worden geëist van telefoonbeantwoorders – met uitzondering van de noodcentrale in Brussel – proberen wij de talenkennis bij de operatoren te bevorderen via premies en opleidingen. Voor het noodnummer 101 wordt dit georganiseerd via een samenwerking met de verschillende centrales. In het kader van het project Werking 112 wordt bekeken hoe de taalondersteuning nog kan worden verbeterd.

02.03 Jan Van Esbroeck (N-VA): In de tien minuten die verloren zijn gegaan, had de tweede overval voorkomen kunnen worden.

Het incident is gesloten.

De **voorzitter**: Vragen nrs 1354 en 1552 van de heer Degroote zijn omgezet in schriftelijke vragen.

03 Vraag van mevrouw Leen Dierick aan de minister van Binnenlandse Zaken over "de 112-centrales" (nr. 1693)

03.01 Leen Dierick (CD&V): In de programmawet van december 2009 werden maatregelen genomen om het gemeentepersoneel te detacheren naar het federale niveau.

Lopen die maatregelen nog altijd? Worden deze mensen aangeworven op federaal niveau? Hoeveel personen worden teruggestuurd naar het gemeentelijke niveau? Wanneer mogen wij de uitwerking van een eenvormig statuut verwachten?

03.02 Minister Annemie Turtelboom (Nederlands): Het gaat om de tewerkstelling van het gemeentelijke personeel in de 100-centra, dat voor een jaar werd gedetacheerd naar het federale niveau. Na deze periode kunnen betrokkenen terug naar het federale niveau, maar de KB's ter uitvoering moeten eerst nog worden voorgelegd op het syndicaal overleg. Momenteel blijft het gemeentelijke personeel in de 100-centrale nog ressorteren onder de gemeente.

03.03 Leen Dierick (CD&V): De uitbouw van de 112-centrales is toch al een aantal jaren bezig, maar lijkt niet echt te vlotten. We blijven aandringen op een snel eenvormig statuut voor alle personeelsleden van de 112-centrales.

Het incident is gesloten.

04 Samengevoegde vragen van

- de heer Éric Jadot aan de minister van Binnenlandse Zaken over "de toename van het aantal klachten bij het Comité P en de aandacht die aan hun typologie besteed wordt om de opleiding van de politieagenten te verbeteren" (nr. 1705)

- de heer Koenraad Degroote aan de minister van Binnenlandse Zaken over "de actualisering van de omzendbrief *POL48*" (nr. 1709)
- de heer Olivier Maingain aan de minister van Binnenlandse Zaken over "de aanbevelingen van het Vast Comité P met betrekking tot het onthaal van de burger door de politiediensten" (nr. 1979)
- de heer Olivier Maingain aan de minister van Binnenlandse Zaken over "de aanbevelingen van het Vast Comité P met betrekking tot het onrechtmatig gebruik van politionele informatie door bepaalde leden van de politie" (nr. 1980)
- de heer Olivier Maingain aan de minister van Binnenlandse Zaken over "de aanbevelingen van het Vast Comité P met betrekking tot het verloop van de onderzoeksoopdrachten" (nr. 1981)
- de heer Olivier Maingain aan de minister van Binnenlandse Zaken over "de aanbevelingen van het Vast Comité P met betrekking tot de aantasting van de fysieke integriteit" (nr. 1982)
- de heer Olivier Maingain aan de minister van Binnenlandse Zaken over "de aanbevelingen van het Vast Comité P met betrekking tot de inbeslagneming" (nr. 1983)

04.01 **Éric Jadot** (Ecolo-Groen!): Het aantal klachten dat in 2009 ingediend werd bij het Comité P steeg met 2,7 procent ten opzichte van het jaar daarvoor. In totaal werden er bijna 2.400 klachten ingediend.

Hoe verklaart u die stijging? Hoe verklaart u meer bepaald voor de meldingen van discriminatie die de indieners van de klachten ervoeren of ondervonden, de paradoxale tegenstelling tussen de zeer forse stijging van dergelijke feiten en de relatieve daling van de discriminatie door ambtenaren of dragers van het openbaar gezag, voor alle sectoren samen, waarvan gewag wordt gemaakt in het meest recente jaarverslag van het Centrum voor gelijkheid van kansen? Moet er worden gevreesd voor een politie die geen afspiegeling is van onze maatschappij en, a fortiori, een politie waarvan de houding op dat stuk afwijkt van die van het overige overheidspersoneel? Welke maatregelen zal uw departement nemen om discriminatie te voorkomen en de kwaliteit van de openbare dienstverlening door de politieagenten te verbeteren?

04.02 Minister **Annemie Turtelboom** (*Frans*): Ik ben verheugd over het initiatief van het Comité P om een debat op gang te brengen en een parlementaire toetsing van de 22 aanbevelingen in te voeren. Ik sta volledig ter beschikking van het Parlement. Wat de basis- en voortgezette opleiding betreft, wordt er bijzondere aandacht besteed aan het cultuuraspect in de brede zin van het woord. Ik denk daarom dat onze politie wel degelijk een afspiegeling zal zijn van onze maatschappij. De samenwerking met het Centrum voor gelijkheid van kansen wordt elk jaar in januari geëvalueerd met het oog op de voortzetting en de verbetering ervan.

04.03 **Éric Jadot** (Ecolo-Groen!): Ik zal dat dossier nauwgezet blijven volgen.

Het incident is gesloten.

De **voorzitter**: Vragen nrs 1811, 1812 en 1813 van mevrouw Delacroix-Rolin zijn omgezet in een schriftelijke vraag. Vraag nr. 1902 van de heer Tuybens is uitgesteld.

05 **Vraag van de heer Jan Van Esbroeck aan de minister van Binnenlandse Zaken over "de instelling van een e-loket voor de private bewakingssector"** (nr. 1933)

05.01 **Jan Van Esbroeck** (N-VA): De procedure voor bewakingsondernemingen om bepaalde documenten en vergunningen aan te vragen en om informatie aan de overheid te bezorgen, is omslachtig en tijdrovend. Een e-loket kan dat oplossen. In 2009 verklaarde toenmalig minister De Padt dat er een e-loket getest werd in het kader van een project voor de informatisering en de administratieve vereenvoudiging.

Wat houdt dat project precies in? Wat werd er intussen al gerealiseerd? Hoe wordt het verder geïmplementeerd? Werd er een beroep gedaan op het Fonds voor de bewakingsondernemingen?

05.02 Minister **Annemie Turtelboom** (*Nederlands*): De administratie heeft inderdaad een plan uitgewerkt om een aantal frequent gebruikte processen tussen de administratie en de beveiligingssector elektronisch te laten verlopen. Het gaat onder meer om de aflevering van diploma's en attesten door opleidingsinstellingen, de aanvragen met betrekking tot het veiligheidsonderzoek en de aanvragen van identiteitskaarten voor

bewakingsagenten.

De onderneming die deze informatisering moet realiseren, heeft echter vastgesteld dat daarvoor eerst de informatica van mijn administratie gemoderniseerd moet worden. Dat zou tegen de zomer van 2011 afgerond moeten zijn. De melding van bewakingsactiviteiten aan politiediensten zal reeds in maart 2011 elektronisch kunnen.

In de zomer van 2011 zal een planning opgemaakt worden voor de integratie van de e-lokettoepassingen in het gemoderniseerde informaticasysteem in functie van de budgettaire mogelijkheden binnen het Fonds van de bewakingsondernemingen.

Het incident is gesloten.

06 **Samengevoegde vragen van**

- de heer Joseph George aan de minister van Binnenlandse Zaken over "de bijdrage in de kosten van de brandweerdienst in de provincie Namen" (nr. 1539)

- de heer Joseph George aan de minister van Binnenlandse Zaken over "de oprichting van prezones" (nr. 1542)

06.01 **Joseph George** (cdH): De prezones worden momenteel ingevoerd. Is de situatie in de provincie Namen geëvolueerd? De betrokken diensten zijn op dit ogenblik de dupe. Bestaat niet het risico dat deze situatie de hele regeling met betrekking tot de nieuwe politiezones op de helling zet?

Mijn tweede vraag heeft betrekking op de informatie in verband met de invoering van de prezones en de budgettaire middelen. De zones moeten natuurlijk een aantal mensen in dienst nemen. Het is echter geen sinecure om de gepaste mensen te vinden.

De budgettaire vastleggingen van de gemeenten hangen af van wat ze aan federale subsidies mogen verwachten. Met mijn vraag wil ik vooral nagaan hoe we de komende maanden het best te werk kunnen gaan.

06.02 Minister **Annemie Turtelboom** (Frans): Het project betreffende de operationele prezones is een belangrijke stap voor de invoering van de toekomstige hulpverleningszones. Ik heb de nodige middelen gevraagd om dit project in 2011 te kunnen voortzetten. Het koninklijk besluit betreffende de operationele prezones 2011 werd door de ministerraad goedgekeurd.

Wat de provincie Namen betreft, is het dossier aanhangig bij de Raad van State als gevolg van een beroep dat door een aantal gemeenten werd ingediend tegen de weigering om subsidies toe te kennen aan de ontwerpovereenkomst die door tien Naamse gemeenten werd ingediend voor een prezone met de naam 'NAGE'.

Ik betreur dat de brandweerdiensten van de provincie Namen geen recht hebben op kredieten in het raam van het OPZ-project (operationele prezones), maar dit project is gegrondvest op de bereidheid van alle gemeenten van een zone om samen te werken.

Met betrekking tot de snelste adequate hulp: dit beginsel komt niet op de helling te staan door het ontbreken van een operationele prezone in de provincie Namen.

Dankzij de operationele prezones is er een betere samenwerking tussen de brandweerdiensten en tussen de zones onderling mogelijk.

06.03 **Joseph George** (cdH): Ik ben blij met de beslissing van de ministerraad. Ook al zullen sommige diensten niet behoren tot de toekomstige prezones, toch moeten ze de gepaste hulp bieden, overeenkomstig hetgeen hierover in de wet is bepaald.

Het incident is gesloten.

07 Vraag van de heer Olivier Maingain aan de minister van Binnenlandse Zaken over "de databank ViCLAS" (nr. 1400)

07.01 Olivier Maingain (MR): Ik heb de minister van Justitie al ondervraagd over het beheer van de databank ViCLAS. Met dat instrument, dat in Canada werd ontwikkeld, worden er in een standaardmodel Europese en Noord-Amerikaanse gegevens gebundeld over onderzoeken naar seksueel misbruik, voordat er een rechterlijke beslissing is gevallen.

De minister van Justitie heeft me meegedeeld dat het updaten van de gegevens vertraging opliep doordat er te weinig federale politiemensen beschikbaar waren om die opdracht te vervullen.

De behoeften van de federale politie zijn ongetwijfeld legio, maar in de strijd tegen dit soort criminaliteit kon er in andere landen vooruitgang geboekt worden, precies omdat die databank daar goed werd bijgehouden.

Is u vastbesloten om voldoende personeel en uitrusting ter beschikking te stellen opdat deze databank naar behoren kan worden beheerd?

07.02 Minister Annemie Turtelboom (Frans): In de dienst Agressie zijn er momenteel slechts zeven personeelsleden werkzaam omdat een aantal ambtenaren de dienst in het kader van de mobiliteitsregeling of om andere redenen hebben verlaten. Bij de begrotingscontrole van 2010 heb ik 300 voltijdequivalenten erbij gekregen om het algemeen personeelstekort bij de federale politie te stabiliseren op 5,3 procent. Er wordt alles aan gedaan om de capaciteit van deze dienst weer uit te breiden tot tien personeelsleden.

De omzendbrief hierover valt onder de bevoegdheid van het College van procureurs-generaal en mijn collega, de minister van Justitie. Ik zal hun mijn medewerking verlenen.

Alle beschikbare gegevens worden in de nationale gegevensbank opgenomen, maar het systeem is niet rechtstreeks verbonden met andere nationale of internationale gegevensbanken. Het is evenwel mogelijk om internationale vergelijkingen te maken, want onze buurlanden beschikken over hetzelfde systeem en dezelfde soort gegevens als wij.

07.03 Olivier Maingain (MR): Hoe staat het met de achterstand op het vlak van codering? En binnen welke termijn zal het personeelsbestand uitgebreid zijn?

07.04 Minister Annemie Turtelboom (Frans): Ik beschik niet over informatie met betrekking tot de omvang van de achterstand. Ik zal mij hierover informeren en u mijn antwoord zo snel mogelijk bezorgen.

Het incident is gesloten.

08 Samengevoegde vragen van

- de heer Joseph George aan de minister van Binnenlandse Zaken over "de bijdrage in de kosten van de brandweerdiensten voor de Belgische steden en gemeenten en de gevolgen daarvan voor de begrotingen van 2011" (nr. 1540)

- de heer Joseph George aan de minister van Binnenlandse Zaken over "de bijdrage in de kosten van de brandweerdiensten voor de gemeenten-groepscentra" (nr. 1541)

- de heer Joseph George aan de minister van Binnenlandse Zaken over "de manier waarop de bijdrage in de kosten van de brandweerdiensten wordt berekend door de provincies en binnen elke provincie" (nr. 1543)

08.01 Joseph George (cdH): Het arrest dat de Raad van State vorig jaar in juni velde, doet een probleem rijzen. Het koninklijk besluit van oktober 2006 dat de toe te passen normen voor het vastleggen van de in aanmerking komende kosten en het door de gemeenten-groepscentra en de bediende gemeenten te dragen aandeel vastlegt, werd vernietigd.

In Wallonië gaan de gemeenten-groepscentra bij het vastleggen van hun budgettaire ramingen uit van de kwartaalbijdragen en de laatste goedgekeurde rekeningen, wat een aanzienlijk verlies meebrengt en tot ernstige onevenwichten leidt, aangezien die rekeningen al van enkele jaren geleden dateren.

Is het niet raadzaam duidelijke instructies te geven om een dergelijke situatie te voorkomen? We beschikken

momenteel niet over een wettelijke grondslag om de criteria vast te leggen die de gemeente-groepscentrum onderscheidt van de bediende gemeente. De provinciegouverneurs vragen de gemeenten om onder elkaar af te spreken, wat onmogelijk is. Het arrest van de Raad van State zegt dat het aan de minister van Binnenlandse Zaken is om de criteria en de verdeling vast te leggen, en dat de gouverneur enkel de berekeningen moet maken. Die berekeningen van de gouverneurs zijn verschillend van provincie tot provincie en de weging van de criteria is er eveneens verschillend.

Klopt dat of niet? Lopen die wegingen uiteen?

08.02 Minister **Annemie Turtelboom** (*Frans*): De verdeling van de kosten tussen de gemeenten die bediend worden door een brandweerdienst van dezelfde categorie gebeurt voor heel het land op basis van een identieke formule. Deze formule is vastgesteld bij de wet van 31 december 1963 betreffende de civiele bescherming.

Het koninklijk besluit van 22 oktober 2006 legde voor de gemeenten met een brandweerdienst de basis en de berekeningswijze van de formule vast en bepaalde dat de formule in een bepaalde provincie voor alle brandweerdiensten van dezelfde categorie identiek moest zijn. De beslissingen die de gouverneurs namen, moesten door mij goedgekeurd worden. Ik heb er nauwlettend op toegezien dat de verdeling van de kosten op objectieve criteria gebaseerd was en de beslissing van de gouverneur gemotiveerd was.

Het arrest van de Raad van State van 4 juni 2010 is alleen van toepassing op de definitieve regularisatie door de provinciegouverneurs van de kosten die de gemeenten-groepscentra sinds 1 januari 2006 maakten. Er bestaat een wettelijke grondslag voor de voorlopige kwartaalbijdragen van de beschermde gemeenten; de berekening gebeurt op basis van de laatste definitieve bijdrage die werd betaald.

De financiën van de gemeenten-groepscentra lopen geen gevaar. Niets belet de gouverneur om tot de definitieve verdeling van de vóór 1 januari 2006 gemaakte kosten over te gaan.

Met betrekking tot een nieuwe regelgevende grondslag, zal er binnenkort een mogelijke oplossing worden voorgelegd aan de Conferentie van gouverneurs. Het toezicht op de opmaak van de gemeentebegrotingen is een gewestbevoegdheid.

08.03 **Joseph George** (cdH): Het verschil tussen de voorlopige kwartaalbijdragen van vier jaar geleden en de effectieve bijdragen op grond van een nieuwe verdeling wordt jaar na jaar groter. Dit zal de gemeenten die worden bediend in gevaar brengen. Daarom moet deze regeling worden goedgekeurd.

Het incident is gesloten.

09 **Samengevoegde vragen van**

- de heer **Josy Arens** aan de minister van Binnenlandse Zaken over "de dagvaarding van de politiezones door een aantal agenten" (nr. 1922)
- de heer **Laurent Devin** aan de minister van Binnenlandse Zaken over "de dagvaarding van de politiezones van België door leden van het korps van de zonale politie aangaande de toekenning van de Copernicuspremie" (nr. 1976)

09.01 **Josy Arens** (cdH): Op 30 december werden onze politiezones gedagvaard door leden van onze zonale politie die de toekenning van de Copernicuspremie vragen voor de jaren 2002 tot 2010, voor zover ze die niet gekregen hebben.

Zij vragen dat voor elke eiser een loonfiche wordt opgesteld met de berekening van de Copernicuspremie voor de vermelde jaren, binnen een termijn van één maand die ingaat vanaf de ondertekening van het toekomstige vonnis. Bij ontstentenis daarvan zal de gedaagde een dwangsom van 50 euro per dag vertraging moeten betalen. Onze zones zien zich verplicht een beroep te doen op advocatenkantoren waardoor ze bijgevolg aanzienlijke kosten zullen hebben.

Wat zal de federale overheid dienaangaande ondernemen? Wat raadt u de beheerders van de politiezones

aan? In de provincie Luxemburg hebben verscheidene zones de handen in elkaar geslagen om naar een oplossing te zoeken. Wij hebben een advocatenkantoor ingeschakeld. Als wij veroordeeld worden, zal het voor die zones budgettair niet mogelijk zijn om de financiële kosten van die operatie te dragen.

09.02 **Laurent Devin** (PS): Eind 2010 hebben leden van het lokale politiekorps de politiezones van ons land gedagvaard.

De eisers vorderen de uitbetaling van de Copernicuspremie voor de jaren 2002 tot 2010, voor zover ze hun nog niet werd toegekend. Bovendien willen ze dat er voor elk van die jaren een loonfiche wordt opgesteld. Mochten ze door de rechtbank in het gelijk worden gesteld, dan willen ze de Copernicuspremie binnen twee maanden na het vonnis ontvangen. Ze eisen ook verwijlinteressen op die bedragen.

Graag vernam ik uw persoonlijke mening over dat initiatief.

De *Union des Villes et Communes de Wallonie* is zich momenteel aan het indekken tegen dat soort klachten. Wellicht moeten we weldra een gezamenlijk actie ondernemen.

U kent de financiële moeilijkheden waarmee de politiezones in ons land kampen. Een veroordeling zou problematisch zijn, temeer daar de oorzaak van dit alles bij de federale overheid ligt.

Welke initiatieven zal u nemen?

09.03 Minister **Annemie Turtelboom** (Frans): Ik denk dat we voor de oorzaak moeten teruggaan tot 2001 of 2002, ten tijde van de Copernicushervorming dus.

Ik heb net opdracht gegeven in beroep te gaan tegen het vonnis van 28 september 2010 van de rechtbank te Brussel. De jongste dagen werden er massaal nieuwe dagvaardingen ingediend (door 20.000 politieagenten). Indien deze zaak eindigt met een arrest waarin de eis van de overheid wordt afgewezen, is het belangrijk dat we als een goede huisvader (of liever 'goede huismoeder!') de termijnen die als basis zullen dienen voor de berekening van de verwijlinteressen, zo kort mogelijk houden.

De volgende regering zal moeten onderhandelen over de grond van de zaak en de verdeling van de financiële middelen.

Gisteren vond er een coördinatievergadering met de Vaste Commissie van de lokale politie en de verenigingen van steden en gemeenten plaats. Er werden praktische regelingen getroffen om dit geschil zo goed mogelijk te beheren.

09.04 **Josy Arens** (cdH): U heeft gezegd dat u in beroep gaat tegen de uitspraak van 28 september 2010. Heeft dat beroep betrekking op alle politiezones?

09.05 Minister **Annemie Turtelboom** (Frans): Natuurlijk! Daarom is er gisteren overleg gepleegd.

09.06 **Josy Arens** (cdH): Tijdens de besprekingen met de drie politiezones in Zuid-Luxemburg kwamen we tot de conclusie dat het logisch zou zijn dat de gevolgen van die beslissingen, die op het federale beleidsniveau genomen worden, ook door de federale overheid zouden worden gefinancierd. In de beginfase van de hervorming van de politiezones werd ons altijd gezegd dat de hervorming geen financiële gevolgen zou hebben voor onze gemeenten. Vandaag is de toestand zo ernstig dat wij op de rand van het faillissement van de politiezones staan!

Alle politiezones worden voor het gerecht gedaagd en volgens mij moeten we voor een globale aanpak kiezen. Ik reken op u.

09.07 **Laurent Devin** (PS): Men zou het geld waarover de politiezones beschikken toch wel beter kunnen gebruiken dan voor rechtszaken.

Het incident is gesloten.

10 Vraag van de heer Peter Logghe aan de minister van Binnenlandse Zaken over "winkeldiefstallen in België" (nr. 1950)

10.01 Peter Logghe (VB): Het is belangrijk dat de politie financiële, maar ook politieke ruimte krijgt om bij de bestrijding van winkeldiefstallen in gespecialiseerde eenheden te kunnen investeren. Bij een speciale eindejaarsactie van een gespecialiseerd team in Gent werden maar liefst 250 dieven geklist. Van die dieven bleken er heel wat illegaal in België te verblijven, maar toch leek de DVZ niet geneigd ze het land uit te zetten of enige andere actie te ondernemen.

Klopt het dat winkeldiefstallen vaak door illegalen worden gepleegd? Wat is het aandeel van illegalen in zwaardere misdrijven en misdrijven met geweld?

Waarom weigert de Dienst Vreemdelingenzaken zijn medewerking aan de politie? Volgens sommige politiemensen weigert de DVZ zelfs actie te ondernemen als de politie kan bewijzen dat de betrokkenen hier enkel en alleen zijn om misdrijven te plegen.

10.02 Minister Annemie Turtelboom (Nederlands): De heer Logghe doelt wellicht op de zogenaamde trekkersbrigade van de politiezone Brussel-Hoofdstad-Elsene. Die heeft het afgelopen jaar in totaal 295 gauwdieven op heterdaad betrapt, waaronder 30 illegalen die onmiddellijk gerepatriëerd werden na interventie van de DVZ. Op het centraal niveau zijn er geen gegevens beschikbaar over het aandeel van illegalen in misdrijven omdat alleen de nationaliteit wordt opgeslagen. Over wetenschappelijk onderzoek daarover kan mijn collega van Justitie wellicht meer inlichtingen geven.

10.03 Peter Logghe (VB): Neen, het gaat niet om de Brusselse patrouille, maar om de Gentse politie die daartoe vijf specialisten inzet. Het was al eerder duidelijk dat er in België maar weinig cijfers worden bijgehouden, zeker als ze relevant zijn.

Het incident is gesloten.

De **voorzitter**: De heren Van Hecke en Landuyt zijn niet aanwezig om hun vragen nrs 1467, 1468 en 1487 te stellen. Die vragen vallen weg. Vraag nr. 1705 van de heer Jadot over het Comité P is gesteld, wat de samengevoegde vragen nrs 1979, 1980, 1981, 1982 en 1983 van de heer Maingain zonder voorwerp maakt. Vraag nr. 1709 van de heer Degroote wordt omgezet in een schriftelijke vraag.

11 Vraag van de heer Laurent Devin aan de vice-eersteminister en minister van Financiën en Institutionele Hervormingen over "het verkeersveiligheidsfonds" (nr. 1753)

11.01 Laurent Devin (PS): In 2008 werd het verkeersveiligheidsfonds volledig herzien. De verkeersveiligheid is de zevende functie geworden van de minimale dienstverlening inzake politiezorg aan de bevolking.

Het verkeersveiligheidsfonds wordt voortaan gespijsd middels een recurrente financiering, zodat de politiezones de strijd tegen de verkeersonveiligheid naar behoren kunnen aanbinden.

Daarnaast worden er nu ook bijkomende middelen vrijgemaakt, die over de Gewesten worden verdeeld op grond van de plaats waar de verkeersovertredingen werden vastgesteld.

Na die verdeling over de Gewesten worden de bedragen nog eens verder verdeeld over de politiezones, en wel op grond van een aantal criteria.

Enerzijds bestaat er dus een structurele financiering, waarvan het bedrag overeenstemt met het geïndexeerde bedrag van 2007, en anderzijds is er een variabele aanvullende financiering, die afhangt van de resultaten per Gewest en vervolgens per zone.

In de gemeentebegrotingen is het bedrag van die aanvullende financiering per definitie onbekend.

In een rondzendbrief wordt gesteld dat de gemeenten, in afwachting van de bevestiging van het nieuwe bedrag, het bedrag van het vorige jaar moeten vermelden.

Vindt u niet dat het huidige systeem onzekerheden meebrengt die hinderlijk kunnen zijn bij de opmaak van de gemeentebegrotingen? Ware het niet interessanter om aan de gemeenten een gewaarborgd minimumbedrag mee te delen, zodat ze toch al enige zekerheid hebben over het variabele gedeelte van de financiering?

11.02 Minister **Annemie Turtelboom** (*Frans*): De politiezones ontvangen jaarlijks een gewaarborgd bedrag dat overeenstemt met dat van 2007. De onzekerheid vloeit voort uit het feit dat artikel 84 van de programmawet van 2008 bepaalt dat de extra inkomsten in verhouding tot die van het begrotingsjaar 2007 over de Gewesten worden verdeeld op grond van de plaats waar de inbreuken werden vastgesteld en volgens de bij wet te bepalen modaliteiten.

De praktische modaliteiten moeten nog in een koninklijk besluit worden bepaald.

Tot slot bepaalt artikel 84 dat, zodra die eerste verdeling over de drie Gewesten is vastgelegd, er een verdeling gebeurt tussen de politiezones en de federale politie.

Bovendien zal het variabele gedeelte van de financiering afhangen van de inkomsten die jaarlijks door het verkeersveiligheidsfonds worden gegenereerd.

Het incident is gesloten.

Voorzitter: Theo Francken.

12 **Vraag van mevrouw Leen Dierick aan de minister van Binnenlandse Zaken over "het gebruik van een camerabril door gemeentelijke ambtenaren bij het opsporen van milieuovertredingen" (nr. 1963)**

12.01 **Leen Dierick** (CD&V): In de strijd tegen sluikstorten zal in de gemeente Merchtem een milieuambtenaar met een camerabril overtreders op heterdaad trachten te betrappen.

Is dat niet in strijd met de camerawet van 21 maart 2007? Moet er geen aangifte gedaan worden bij de privacycommissie? Zullen ook andere gemeenten hiervan gebruik maken?

12.02 Minister **Annemie Turtelboom** (*Nederlands*): Volgens het Vlaamse decreet van 5 april 1995 inzake milieubeleid kunnen de toezichthouders zonder afbreuk te doen aan de privacyreglementering vaststellingen doen met audiovisuele middelen. Het is niet duidelijk of de camerawet van toepassing is. Het kan wel, want de camerawet behoort tot de privacyreglementering.

Volgens de camerawet mag er geen gebruik gemaakt worden van een camerabril in het kader van de strijd tegen sluikstorten. Mobiele bewakingscamera's mogen namelijk enkel gebruikt worden door politiediensten in het kader van grote bijeenkomsten en uitsluitend voor niet-permanente opdrachten.

Indien het milieudecreet wordt beschouwd als een bijzondere wetgeving die de toepassing van de camerawet uitsluit, kan de camerabril wel worden gebruikt om milieu-inbreuken zoals sluikstorten vast te stellen. De wet op de bescherming van de persoonlijke levenssfeer blijft wel van kracht, waarin wordt bepaald dat de persoon die gefilmd wordt daarover geïnformeerd moet worden.

Ik weet niet of de gemeente een aangifte gedaan heeft bij de privacycommissie. Ik heb aan mijn administratie de opdracht gegeven om het gebruik van de camerabril verder te onderzoeken in overleg met de regio's.

12.03 **Leen Dierick** (CD&V): Sluikstorten is een echt probleem en ik begrijp dat lokale overheden dat willen aanpakken, maar de wetgeving moet wel gerespecteerd worden. We moeten ook nagaan of de camerawet aangepast moet worden aan bepaalde evoluties.

Het incident is gesloten.

13 **Vraag van mevrouw Leen Dierick aan de minister van Binnenlandse Zaken over "de organisatie van een aanvullende toelatingsproef voor het directiebrevet" (nr. 1964)**

13.01 **Leen Dierick** (CD&V): De geïntegreerde politie plant naar verluidt een aanvullende toelatingsproef voor het behalen van een directiebrevet, dat toegang geeft tot het ambt van hoofdcommissaris. Het aantal hoofdcommissarissen blijkt echter heel hoog, zodat nieuwe benoemingen sowieso schaars zullen zijn.

Hoeveel van dergelijke betrekkingen werden het afgelopen jaar vacant verklaard en werden niet ingevuld? Hoeveel laureaten van de vorige proef werden nog niet benoemd in het ambt? Hoeveel hoofdcommissarissen gaan binnen de vijf jaar op pensioen? Hoelang is het directiebrevet geldig?

13.02 Minister **Annemie Turtelboom** (*Nederlands*): In 2010 werden er 30 betrekkingen voor hoofdcommissaris en 18 mandaatbetrekkingen vacant verklaard; 11 betrekkingen werden niet ingevuld. Voor alle mandaatbetrekkingen werd een kandidaat aangewezen of loopt de selectieprocedure nog. 9 laureaten van het directiebrevet – 3 Franstaligen en 6 Nederlandstaligen – zijn nog niet benoemd, maar voor 2 Franstaligen en 4 Nederlandstaligen onder hen loopt momenteel een benoemingsprocedure. 3 laureaten op een totaal van 47 moeten hun brevet nog verzilveren. In de komende 5 jaar zullen in totaal 276 hoofdcommissarissen de pensioengerechtigde leeftijd bereiken.

Het incident is gesloten.

Voorzitter: Leen Dierick.

14 **Vraag van de heer Theo Francken aan de minister van Binnenlandse Zaken over "de elektronische vreemdelingenkaarten" (nr. 1968)**

14.01 **Theo Francken** (N-VA): Hoe ziet de minister de rol die weggelegd is voor de B-, de C-, de D-, de E-, de E+-, de F- en de F+-kaarten?

14.02 Minister **Annemie Turtelboom** (*Nederlands*): De Dienst Vreemdelingenzaken houdt zich bezig met de elektronische identiteitskaarten en deze dienst valt onder de bevoegdheid van staatssecretaris van Migratie Melchior Wathelet. Sinds juli 2009 heb ik geen enkel initiatief meer genomen dat betrekking heeft op migratie en asielbeleid.

Het incident is gesloten.

De **voorzitter**: Vraag nr. 1790 van mevrouw Boulet valt weg. Vragen nrs 1902 van de heer Tuybens, nr. 1914 van mevrouw Colen, nr. 1945 van mevrouw Jadin, nr. 1957 van de heer Kindermans en nr. 1969 van de heer Gilkinet worden uitgesteld.

De openbare commissievergadering wordt gesloten om 15.46 uur.